

Rétrospective en **droit public** | 2018

Camilla Jacquemoud

Janvier 2018 | Décembre 2018

ATF 143 II 588

L'affectation d'une zone dédiée à la réalisation d'une halle marchande et d'une arène de combats de reine

Une zone affectée à la réalisation de la halle marchande d'une chambre d'agriculture et d'une arène de combats de reines ainsi que d'installations annexes ne peut se fonder ni sur l'art. 16a al. 3, ni sur l'art. 18 LAT (CJ). www.lawinside.ch/551/

ATF 144 II 41

La nouvelle LAT n'impose pas de réviser un plan d'affectation communal (art. 21 al. 2 LAT)

La révision de la LAT entrée en vigueur le 1^{er} mai 2014 et consacrant notamment l'objectif de réduire le surdimensionnement des zones à bâtir ne constitue pas à elle seule une modification sensible des circonstances au sens de l'art. 21 al. 2 LAT qui impose de réviser un plan d'affectation des zones (JF). www.lawinside.ch/553/

CourEDH, GRA Stiftung c. Suisse

L'interdiction de qualifier un discours politique de « racisme verbal » et la liberté d'expression

La Suisse a violé la liberté d'expression (art. 10 CEDH) de la Fondation contre le racisme et l'antisémitisme en lui ordonnant de retirer de son site internet une publication qualifiant de « racisme verbal » les propos tenus par un président de section cantonale d'un parti politique lors d'un discours de campagne, estimant en substance qu'il était temps d'arrêter l'expansion de l'Islam, que la culture de référence suisse, basée sur le Christianisme, ne pouvait pas se permettre d'être remplacée par d'autres cultures et que, dans ce contexte, un signe symbolique comme l'interdiction des minarets représenterait une expression de la préservation de l'identité suisse (CJ). www.lawinside.ch/554/

ATF 144 I 1

La gratuité des camps scolaires obligatoires et des cours de langue supplémentaires indispensables

Les dépenses pour les excursions et les camps font partie des moyens nécessaires et servant immédiatement l'objectif d'enseignement, lorsqu'il existe une obligation d'y participer. Dans ce cas, elles font partie de l'enseignement de base suffisant et gratuit (art. 19 Cst.). Partant, on ne peut facturer aux parents que les frais d'alimentation qu'ils économisent en raison de l'absence de leurs enfants, soit au maximum entre 10 et 16 CHF par jour. Il n'est pas compatible avec l'égalité des chances garantie par l'art. 19 Cst. de facturer (en partie) l'enseignement linguistique supplémentaire et/ou les services d'interprète indispensables pour que l'enfant reçoive une offre de formation suffisante au sens de l'art. 19 Cst. (CJ). www.lawinside.ch/557/

ATF 144 II 49

L'abus de droit en matière de résidences secondaires

Dans les communes qui comptent une proportion de résidences secondaires supérieure à 20% et lorsque la demande de résidences principales ne peut être établie ([art. 14 al. 1 let. b LRS](#)), la construction ne peut être autorisée qu'à condition que l'achat par des habitants à l'année fasse l'objet d'engagements sérieux et concrets avant même la construction (MHS). www.lawinside.ch/567/

ATF 144 II 147

L'organisation d'une étude d'avocats en société anonyme

Le fait que des personnes autres que des avocats inscrits dans un registre cantonal détiennent des droits de participation dans une étude d'avocats, organisée sous forme de personne morale, ou siègent dans son conseil d'administration, n'est pas conciliable avec les garanties d'indépendance et de secret professionnel prévues dans la [LLCA](#) (AN). www.lawinside.ch/569/

ATF 144 II 113

Les conditions du droit dérivé à une autorisation de séjour UE/AELE de ressortissants d'un Etat tiers

Le ressortissant mineur en bas âge de l'UE, à la charge de parents ressortissants d'un Etat tiers, a droit à une autorisation de séjour UE/AELE lorsqu'il dispose d'une assurance-maladie et de moyens financiers suffisants (cas échéant par le biais des parents qui ont sa charge) ([art. 6 ALCP cum 24 annexe I ALCP](#)) ([arrêt CJUE Zhu et Chen](#)). Les parents qui ont effectivement sa garde ont un droit dérivé à obtenir une autorisation de séjour UE/AELE. Ni le lieu de naissance de l'enfant, ni le caractère illégal du séjour antérieur des parents, ni la provenance des ressources financières ne sont déterminants à cet égard (CJ). www.lawinside.ch/573/

ATF 144 II 218

Une tâche fédérale au sens de l'art. 2 LPN ne doit pas nécessairement avoir un rattachement dans l'espace

La reconnaissance d'une tâche fédérale au sens de l'[art. 2 LPN](#) ne suppose pas que l'activité en question ait un certain rattachement dans l'espace (« *Raumbezug* »). Il suffit que la tâche fédérale soit en rapport avec la protection de la nature et du patrimoine. Les associations de protection de la nature peuvent donc se voir reconnaître la qualité de partie à une procédure de réexamen de l'homologation de produits phytosanitaires ([art. 29 OPPh](#)) sur la base du droit de recours de l'[art. 12 LPN](#) ([art. 6, 48 al. 2 PA](#)) (CJ). www.lawinside.ch/581/

ATF 144 II 121

Le droit de demeurer en Suisse suite à une incapacité de travail

Le droit pour un ressortissant européen de demeurer en Suisse suite à la fin de son activité salariée pour cause d'incapacité permanente de travail est subordonné uniquement à un séjour de deux ans ([art. 4 Annexe I ALCP](#)). La durée de l'activité exercée est en revanche sans pertinence (SS). www.lawinside.ch/588/

ATF 144 II 184

L'appel à candidatures pour des vélos en libre-service

Lorsqu'une entreprise privée est chargée par l'Etat d'accomplir une tâche publique, celle-ci doit être considérée comme un marché public selon l'[art. 6 al. 3 AIMP/GE](#). Ainsi, le système de vélos en libre-service envisagé dans le canton de Genève entre dans le champ d'application objectif des marchés publics (MHS). www.lawinside.ch/591/

CJUE, 20.12.2017, C-434/16

Les réponses d'un examen et les annotations de l'examineur sont des données à caractère personnel

Les réponses écrites fournies par un candidat lors d'un examen professionnel et les éventuelles annotations de l'examineur relatives à ces réponses constituent des données à caractère personnel au sens de la [Directive de l'UE sur la protection des données personnelles](#) (CH). www.lawinside.ch/598/

ATF 144 I 126

L'enregistrement systématique des données secondaires de communication

L'enregistrement systématique des données secondaires de communication (« *Randdaten* ») constitue une atteinte admissible au droit à la vie privée ([art. 8 CEDH](#) et [art. 13 Cst. féd.](#)). En particulier, cette atteinte n'est pas disproportionnée au regard des conditions strictes posées par les [art. 269 ss CPP](#) pour la remise ultérieure de ces données aux autorités pénales et de l'obligation des opérateurs de garantir la sécurité des données concernées (EJG). www.lawinside.ch/600/

ATF 144 I 91

L'appréciation des relations économiques étroites et du comportement irréprochable lors de l'examen du droit à séjourner en Suisse (art. 8 CEDH)

Un droit à séjourner en Suisse au titre du respect de la vie familiale ([art. 8 CEDH](#)) du parent étranger qui n'a ni l'autorité parentale, ni la garde d'un enfant mineur disposant d'un droit durable de rester en Suisse, et qui possédait déjà une autorisation de séjour en raison d'une communauté conjugale, entre-temps dissoute, ne peut exister qu'en présence des critères suivants, appréciés par une pondération globale des intérêts au moment où le droit est invoqué : des relations étroites et effectives avec l'enfant d'un point de vue affectif (1) et d'un point de vue économique (2), l'impossibilité pratique de maintenir la relation en raison de la distance des pays (3) et un comportement irréprochable (4). Une condamnation pénale pour violation d'une obligation d'entretien n'exclut pas que cette dernière condition soit remplie, lorsqu'il apparaît que, les années passant, le lien économique s'est renforcé au point qu'il doive désormais être qualifié d'étroit et fort (CJ). www.lawinside.ch/611/

ATF 144 II 326

L'application de la LRS aux autorisations de construire contestées par un recours au 1.1.2016 (art. 25 LRS)

L'art. 25 al. 1 LRS assujettit aux dispositions de la LRS les demandes de permis de construire contestées par un recours et par conséquent non entrées en force au 1^{er} janvier 2016, même si elles ont été admises en première instance avant cette date (CJ). www.lawinside.ch/620/

ATF 144 I 193

La validité de l'initiative populaire « La Reithalle ne doit pas profiter des deniers des contribuables! »

L'initiative cantonale « La Reithalle ne doit pas profiter des deniers des contribuables ! » est contraire à la garantie de l'autonomie communale (art. 50 al. 1 Cst.), au principe de la proportionnalité (art. 5 al. 2 Cst.) et à l'égalité de traitement (art. 8 al. 1 Cst.). En mettant une pression financière sur la Ville de Berne pour que celle-ci cesse de financer la Reitschule et fasse cesser l'affectation de ce bien-fonds comme centre culturel, elle la dissuade de manière inadmissible d'exercer son autonomie dans le domaine de la promotion de la culture (CJ). www.lawinside.ch/626/

TF, 25.06.18, 2C_761/2017*

La « Lozärner Bier Lager » non produite à Lucerne : tromperie au sens de la LDAI ?

Une tromperie au sens de la législation sur les denrées alimentaires peut être due à des caractéristiques individuelles de la présentation d'un produit, mais également à son aspect global. Pour savoir s'il y a tromperie, il convient de se baser sur les impressions du consommateur moyen. Il suffit que le produit soit objectivement propice à tromper le consommateur (« *objektive Eignung sur Täuschung* »), sans qu'il faille prouver qu'un certain nombre de consommateurs ont effectivement été induits en erreur (MHS). www.lawinside.ch/629/

ATF 144 I 208

L'autorité de chose jugée et la réclamation cantonale genevoise

Lorsque le Tribunal fédéral a rejeté un recours, l'instance cantonale n'a plus le pouvoir de revoir sa décision sur les frais et dépens, même si le droit cantonal prévoit expressément la possibilité de déposer une réclamation devant l'instance cantonale pour contester l'émolument de justice fixé par cette instance (CH). www.lawinside.ch/630/

TF, 08.05.2018, 2C_105/2017*

Le droit de séjour fondé sur le droit à la vie privée (art. 8 CEDH)

Le refus de prolongation d'une autorisation de séjour peut constituer une atteinte au droit à la vie privée selon l'art. 8 CEDH. En principe, après un séjour légal d'une dizaine d'années ou plus, les relations sociales d'un étranger se sont intensifiées au point que des raisons particulières sont nécessaires pour mettre fin au droit de séjour. Il est également possible que le droit au respect de la vie privée soit violé si l'autorisation n'est pas renouvelée alors même que la période de résidence est inférieure à 10 ans. Dans ce cas, l'étranger doit être particulièrement bien intégré : en sus de relations sociales étroites, une maîtrise de la langue et une intégration sur les plans professionnel et économique sont nécessaires (MHS). www.lawinside.ch/631/

ATF 144 I 214

Al-Dulimi : les droits de l'homme et les résolutions du Conseil de sécurité

La prise en compte des droits de l'homme ne saurait être considérée comme contraire à la Charte des Nations Unies. Dès lors, une personne dont les avoirs sont gelés en raison d'une résolution du Conseil de sécurité a le droit de faire vérifier le caractère arbitraire de son inscription sur la liste du Comité des sanctions (CH). www.lawinside.ch/634/

TF, 06.08.2018, 1C_216/2017*

Les résidences secondaires (art. 75b Cst.) et l'expropriation matérielle

La limitation de la construction de résidences secondaires introduite par l'art. 75b Cst. constitue une concrétisation et non une restriction de la propriété (art. 26 Cst.). Partant, elle ne donne en principe pas droit à une indemnité pour expropriation matérielle. Dans le cas d'espèce, il n'y a pas non plus de circonstance particulière justifiant une indemnité fondée sur une inégalité de traitement crasse (CJ). www.lawinside.ch/650/

ATF 144 II 246

La fixation de prix de revente minimaux pour des articles de sport

Une déclaration unilatérale peut, si elle est contraignante, constituer un accord au sens de l'art. 4 al. 1 LCart. La prescription de prix de revente minimaux à des revendeurs viole le droit cartellaire, des restrictions dures sur les prix constituant une atteinte notable à la concurrence indépendamment de considérations quantitatives. L'accord sur les prix ne peut pas être justifié par l'amélioration du conseil à la clientèle et la lutte contre le parasitisme en tant que motifs économiques justificatifs (MHS). www.lawinside.ch/652/

TF, 01.09.2017, 1C_605/2016*

Le licenciement abusif pour discrimination et la mention du congé-maternité dans le certificat de travail

Le licenciement qui suit le déclenchement par l'employé d'une procédure interne pour discrimination ne constitue pas nécessairement un licenciement abusif. En outre, lorsqu'un employé est absent pendant une période de temps considérable par rapport à la durée totale de la relation de travail, l'employeur peut mentionner cette absence ainsi que le motif de celle-ci, tel qu'un congé-maternité, dans le certificat de travail (FB). <http://www.lawinside.ch/667/>

TF, 29.08.2018, 1C_443/2017

L'interdiction de la mendicité dans le canton de Vaud

L'atteinte résultant de l'interdiction de la mendicité à divers droits fondamentaux, tels que la liberté personnelle (art. 10 Cst.), est admissible au regard de l'art. 36 Cst. Le Tribunal fédéral confirme ainsi pour le canton de Vaud sa jurisprudence rendue à ce sujet concernant le canton de Genève (TS). www.lawinside.ch/669/

TF, 19.09.2018, 2C_988/2017*

La confidentialité des pourparlers et l'avocat qui produit une preuve illicite

Lorsque des discussions transactionnelles sont menées entre un avocat et une partie non représentée par un avocat, l'avocat mandaté postérieurement par cette partie n'est pas lié

par la confidentialité des pourparlers, sauf si les parties ont convenu expressément d'une clause de confidentialité. L'avocat qui produit une preuve illicite viole son devoir de diligence au sens de l'[art. 12 let. a LLCA](#), à moins qu'il ait de bonnes raisons de penser qu'elle sera exploitable (CH). www.lawinside.ch/670/

TF, 17.09.2018, 2C_314/2017

Le rejet de l'autorisation pour des médicaments homéopathiques

Swissmedic est compétent, sur la base d'une délégation législative valable, pour définir ce qu'est un médicament homéopathique et pour déterminer les documents requis dans le cadre d'une autorisation simplifiée. Pour les médicaments homéopathiques sans indication, la preuve de la connaissance suffisante n'a pas besoin d'être apportée sous l'angle de l'efficacité (MHS). www.lawinside.ch/671/

TF, 09.10.2018, 8C_80/2018*

L'interdiction de grève au personnel de soins du canton de Fribourg

Une interdiction de grève au personnel de soins n'est licite que pour le personnel dont la présence est absolument indispensable à la préservation de la vie et de la santé des patients (TS). www.lawinside.ch/675/

TF, 20.08.2018, 1C_76/2018

L'invalidation de l'initiative populaire « Pour des têtes nues à l'école » (VS)

L'interprétation d'une initiative à des fins de contrôle de sa validité matérielle doit prendre en compte la volonté des auteurs de l'initiative lorsque celle-ci délimite le cadre de l'interprétation du texte et du sens que les signataires ont pu lui attribuer. En l'espèce, en dépit du texte neutre de l'initiative, il ressort de la campagne d'affichage et d'un communiqué de presse que l'initiative visait essentiellement à interdire le port du voile à l'école. Pour cette raison, elle est contraire à la liberté de conscience et de croyance ([art. 15 Cst.](#)) (CJ). www.lawinside.ch/677/

TF, 24.08.2018, 2C_34/2017*

Le déni de justice et la responsabilité de l'Etat

L'[art. 35 al. 1 let. b LAT](#) ne constitue pas une norme protectrice invocable par un propriétaire foncier pour attaquer l'Etat en responsabilité lorsque ce dernier tarde à adopter un plan d'affectation. Néanmoins, une violation de l'[art. 29 Cst.](#) (déni de justice) peut constituer un acte illicite susceptible d'engager la responsabilité de l'Etat qui a tardé à statuer (CH). www.lawinside.ch/678/

TF, 20.09.2018, 1C_211/212/2016*

L'interdiction de se dissimuler le visage dans les endroits publics en droit cantonal tessinois

Une loi interdisant la dissimulation du visage est disproportionnée et porte ainsi atteinte à la liberté de réunion, à la liberté d'opinion et à la liberté économique si elle ne prévoit pas d'exceptions permettant l'exercice de ces libertés d'une manière qui ne met pas en danger les intérêts publics poursuivis par cette loi, tels que l'ordre public ainsi que la sécurité publique (FB). www.lawinside.ch/680/

CJUE, Wightman and Others

La possibilité pour le Royaume-Uni de renoncer de manière unilatérale au Brexit

La Cour de Justice de l'Union européenne retient qu'un État membre de l'Union européenne peut retirer de manière unilatérale sa notification de retrait de l'Union européenne conformément à l'[art 50 TUE](#) aussi longtemps qu'aucun accord de retrait n'est conclu entre l'Union européenne et cet État membre ou, à défaut d'accord, tant que le délai de deux ans qui suit la notification de retrait n'a pas expiré. Le Royaume-Uni peut dès lors renoncer au Brexit de manière unilatérale jusqu'à l'adoption d'un accord de retrait avec l'Union européenne ou, à défaut d'un tel accord, jusqu'au 29 mars 2019 (AT). www.lawinside.ch/689/

TF, 26.11.2018, 1C_136/2018*

Le droit d'être entendu des initiants lors du contrôle par l'exécutif cantonal

Lorsque le Conseil d'État contrôle la validité d'une initiative avant la récolte des signatures, les initiants disposent d'un droit de se déterminer sur d'éventuels éléments que l'autorité aurait établis à l'aide d'une instruction. A moins qu'elle envisage de fonder sa décision sur une norme ou un motif juridique dont les initiants ne pouvaient supposer la pertinence, l'autorité n'a en revanche pas à soumettre par avance aux parties le raisonnement qu'elle entend tenir (CJ). www.lawinside.ch/692/

Proposition de citation : CAMILLA JACQUEMOUD, Rétrospective en droit public 2018, www.lawinside.ch/public18.pdf

Lien de téléchargement : www.lawinside.ch/public18.pdf